

**DEMANDES SOCIALES, DEMARCHES SCIENTIFIQUES
ET REPONSES AUX PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT.**

Georges COURADE
ORSTOM, Département H

A question aussi lancinante, aussi peu branchée dans le milieu scientifique, mais toujours remise sur le métier, plusieurs embryons de réponses : des formules lapidaires et/ou provocatrices propres à rehausser la cote auprès des pairs ou des médias, des réinterpellations du concept de développement au deuxième ou au troisième degré, des justifications a priori ou a posteriori de pratiques coopérantes ou académiques accommodantes avec les pouvoirs politiques, économiques... et scientifiques. Et toujours la nécessité de répondre à tous - politiques, financiers, bureaucrates, militants, enquêtés - que la recherche scientifique en sciences "molles", dans des pays qui ne peuvent s'offrir le luxe d'une science vivante pour elle-même, n'est pas la danseuse que l'on croit et qu'elle peut jouer un rôle essentiel dans l'action aussi bien des acteurs dominants que dominés insérés dans les processus de développement. A condition que les producteurs de savoir ne s'oublient pas dans la république platonicienne ou dans les godillots rassurants de l'inventaire. A condition que l'on ne se trompe pas sur le mode d'emploi de la démarche scientifique comme sur l'indétermination des résultats à en attendre.

I. Des malaises révélateurs.

Une petite histoire révélatrice. Il apparaît toujours contraire aux usages qu'un organisme scientifique français puisse entamer ses premières relations avec un grand pays du Tiers-Monde par le biais des sciences sociales tant il est vrai que les vieux schémas persistent quant à la hiérarchie et à l'opérationnalité des différentes disciplines constituées (à rapprocher des corps constitués qui se désignent volontiers comme les **opérateurs** du développement au singulier). Soyons clair : l'offre de coopération scientifique en génétique (sélection variétale) ou dans le domaine de la défense des cultures eut été sans doute plus valorisante pour l'organisme en question, car plus susceptible de répondre aux problèmes de production agricole qu'une étude sur la formation des prix des céréales alimentaires ou sur l'analyse des systèmes agraires (au sens que lui donnent les sciences sociales !).

Ne récusons pas non plus les disciplines plus crédibles au plan du bon sens qui n'est - faut-il le rappeler - que le sens commun ! : des blocages et des goulots d'étranglement existent au plan technique que les sciences sociales comment trop facilement pour ne retenir que les explications humaines. (Voir le débat Lacoste Philippon dans "Actuel Développement" sur le fameux programme onchocercose ! Au-delà de la polémique, y voir aussi un exemple de désaccord entre disciplines sociales et "exactes").

Il y a une certaine déception à l'égard de la représentation de la science et l'enseignement auquel il destine les sciences sociales qui finissent parfois par auto-entretenir cette idée au lieu de la combattre, il y a lieu d'ajouter un phénomène typique du Tiers-Monde : la pédagogie de l'urgence, la dramatisation médiatique des catastrophes et les leçons tirées des échecs de plusieurs décennies de développement.

Tout cela autorise les développeurs à s'interroger, en termes vifs, sur l'utilité de la recherche, ses résultats et l'adoption de ceux-ci par les populations, tant il leur paraît évident que "le développement n'attend pas". Ainsi la crise alimentaire de l'Afrique Noire a conduit à un constat d'une insuffisance de recherche dans des secteurs névralgiques ou supposés tels : qu'il s'agisse de la mise au point de variétés de céréales locales à haut rendement, de l'étude des politiques de prix ou de l'évaluation

scientifique des projets. D'une manière plus globale, ont été mises en cause les approches directives sectorielles et ponctuelles des interventions du développement, sans que se dégage pour autant une véritable méthodologie intégrée et participative, malgré les intentions.

2. Des développeurs moins sûrs d'eux.

Cette remise en cause des pratiques a suivi celle des savoirs, notamment dans les disciplines des opérateurs : les agronomes redécouvrant le milieu "réel" et les systèmes agraires, les médecins, les pratiques de soins communautaires ou soins de santé primaire. Sans remettre en question, en fonction des sociétés, les objectifs des interventions, certains ont cherché à promouvoir des recherches qualifiées de "recherche-développement" ou "recherche-action". Nouveaux vocables qui véhiculent différentes positions par rapport à l'action, mais tentatives de rapprocher de la "pailleasse" le "terrain" et de faire accepter l'innovation technologique.

A développement plus adapté, d'autres ont opposé des "alternatives" au modèle de développement en partant des objectifs des sociétés et des nécessités de la reproduction écologique et socio-culturelle : d'où les concepts d'éco-développement et de développement communautaire. Retenant la vision forgée par les sciences sociales sur les savoir-faire locaux, les cohérences globales, les logiques et stratégies paysannes, ils proposent de mettre en oeuvre des actions de développement dont objectifs et moyens sont contrôlés par les intéressés. Développement "à la base" qui se veut technologiquement plus réaliste, prenant en compte réalités écologiques, sans exclure les laissés pour compte (les femmes par exemple).

Ces tentatives ont leur négatif dès lors que les "bons sentiments" ont tenu lieu de compétence. Tout cela reste cependant encore marginal et l'ingénieur béton se porte bien.

3. Un re-positionnement dans le champ académique.

Il n'empêche que cette crise du développement a obligé le chercheur à se re-positionner par rapport aux enjeux des interventions : au-dessus de

la mêlée, comptant les points entre "développeurs" et "développés", les "mains sales" engagées dans le conseil, le suivi, l'évaluation de projets qu'il fait modifier, ou soucieux de cette différence culturelle qu'il a contribué à révéler et refusant toute modernisation nécessairement destructrice et porteuse d'intégrismes divers. Bref, chacun a réagi selon ses motivations implicites et ses itinéraires scientifiques et personnels. Difficile de rester à l'abri dans sa tour d'ivoire.

Ces mouvements browniens des individus n'auraient sans doute pas eu cette ampleur si les institutions de recherche elles-mêmes n'avaient pas

de recherche à cette perception repensée du développement et par là, renouvellement des détenteurs du pouvoir scientifique dans la nouvelle configuration. Ce mouvement en cours en France, avec les contradictions que l'on imagine - notamment dans les instituts nés de la nécessité de penser la "mise en valeur" des territoires coloniaux - a eu comme point focal le rapport Berque qui a donné naissance à un programme mobilisateur spécifique pour la coopération scientifique avec les pays en développement. Il s'inscrit bien évidemment dans une histoire des institutions, des relations Nord-Sud (en matière scientifique aussi !) comme des rapports entre chercheurs expatriés et scientifiques hexagonaux.

Celui-ci s'enracine toujours dans les corps d'idées et de doctrines élaborées plus particulièrement par la corporation des scientifiques du Nord travaillant au Sud dans les trois décennies précédentes : écoles tropicaliste et développementaliste après guerre, écoles dépendantiste et éco-culturaliste de la décennie soixante-dix, école néo-classique des années quatre-vingt avec des résurgences surprenantes. Il est enfin conditionné par une relation intime et privilégiée avec un "terrain", le pré carré de l'Afrique ex-française où travaille encore en 1985, l'essentiel du potentiel français.

Comment s'étonner alors de la survalorisation faite en France des aspects culturels (avec tous les sens que l'on peut donner à ce terme fourre-tout) du développement ?

Ces évolutions précèdent ou suivent, selon les disciplines, les révisions épistémologiques en cours dans le système des centres d'interprétation de la recherche scientifique ou la recherche scientifique par

exemple.

4. Valeurs scientifiques en baisse et en hausse, débats et défense de territoires.

Les certitudes des années soixante-dix se sont effondrées, tout le monde en convient peu ou prou. S'il n'y a plus de modèle de développement exportable, on cherche difficilement une "conception française du développement" et l'on s'en remet volontiers à une approche plus empirique des stratégies du développement : recherche sur les indicateurs d'analyse, les outils de la prévision, analyse des expériences et des trajectoires, des pays à options semblables ou opposées. On observe un recul de la planification, un attrait de la géo-politique et de la politique "par le bas" (modes d'action politiques populaires), l'étude de l'économie souterraine, informelle, illégale, non structurée... avec l'espoir d'y déceler une approche nouvelle. Bref, la langue de bois des années soixante-dix se porte plutôt mal, même si elle persiste ici et là. L'Etat des PED subit la même critique qu'en Occident au nom des paysanneries ou des sociétés civiles : moins d'Etat ne peut que favoriser le développement, entend-on un peu partout.

L'approche sectorielle, statique, spatialement peu articulée, socialement homogénéisante, disciplinairement myope ne tient pas la route, convient-on de plus en plus. Le rapprochement, l'articulation avec les généralistes des sciences exactes, écologistes, médecins, nutritionnistes, agronomes-systèmes, semble indispensable aujourd'hui. Chacun s'interroge pour résorber le hiatus toujours constaté entre les études au niveau des Etats ou à l'échelle internationale, et celles qui sont réalisées à très grande échelle (liaison micro-macro). Question cruciale pour les opérateurs du développement et les politiques qui ne voient pas le mode d'emploi de telle ou telle monographie de village, ethnie ou quartier de ville, présentant pour le scientifique de "terrain" toutes les garanties de fiabilité au niveau des données patiemment collectées.

Les échecs du développement sont aussi compris comme des avatars de la monodisciplinarité, de l'absence d'expérimentation, de la reproduction d'erreurs connues des scientifiques. Ceci explique que la demande de science

dans le développement reste forte, encore aujourd'hui : multiplications des évaluations de projets faites par des scientifiques, intégration plus poussée de la démarche scientifique dans la conduite de projet comme dans le cursus des développeurs.

Si beaucoup reconnaissent l'exigence de cette approche globale, nombreux sont ceux qui accusent l'interdisciplinarité d'être un mythe dangereux n'additionnant au plus que les vernis de chaque discipline. Au mieux, ils proposent la création d'une discipline nouvelle type recherche-développement... avec son orthodoxie, ses règles, ses cadres et ses aînés. Est-ce un mieux et y aurait-il une science du développement comme on a cru qu'il y avait une science tropicale ?

N'accuse-t-on pas enfin l'expert en développement de n'être qu'un vague socio-économiste sans identité disciplinaire précise parce qu'il travaille vite, touche à tout dans le cadre de contraintes précises ? Mais les détracteurs scientifiques de l'expert ne défendent-ils pas ici du haut de leur autonomie financière, une certaine orthodoxie disciplinaire ?

Il ne semble pas que ces interrogations aient modifié substantiellement la hiérarchie des disciplines avec des points forts pour la géographie ou l'économie rurales, l'anthropologie et l'émergence de quelques sous-disciplines nouvelles au contact des sciences exactes, dans le renouvellement de la science politique par exemple, dans l'apport de l'histoire sociale et économique dans l'ensemble du champ ou dans l'intérêt porté à de nouveaux thèmes (l'urbanisation des PED).

5. Ne pas confondre les interlocuteurs et les partenaires.

Nous avons plutôt défini le développement par le contenu que lui donnent les professionnels de l'intervention modernisante (sans vouloir discourir sur la réduction qu'on fait ainsi subir à ce qui est d'abord le mouvement de sociétés vers des formes améliorées d'existence dans la sauvegarde des "reproductions" nécessaires) et la prétention affichée, de canaliser cette dynamique. Au Cameroun, par exemple, ces interventions ne touchaient dans les années quatre-vingt que 10% de la population : est-ce à dire que 90% de ce pays était hors développement ?

Une raison essentielle à ce choix : ces professionnels traduisent le

plus gros de la demande sociale exprimée en termes opératoires et ils sont souvent directement ou indirectement commanditaires de recherche, avec la bénédiction des différentes instances de décision.

Ce cercle étroit peut-il être brisé pour toucher les acteurs sociaux engagés dans des processus de maîtrise des objectifs et des moyens du progrès ? Pas facile. On sait les limites et les écueils des recherches participatives (celles de l'UNRISD par exemple) ou conscientisantes (dans la ligne de P. FREIRE). Les rapports de forces existent toujours et le chercheur impliqué, s'il est étranger, ne peut transgresser certaines barrières - culturelles et politiques- même s'il apporte un regard distancié ou "éloigné". Il n'en reste pas moins que la recherche ne peut avoir pour fonction essentielle de fournir des instruments pour moderniser et parfois réprimer d'en haut. Les chercheurs en sciences sociales savent bien qui comprend leur langue et qui sait utiliser leurs travaux.

Comment sortir de ces différents dilemmes ? Plusieurs voies ont été explorées avec des succès variés :

- s'inscrire dans des processus de jumelage avec des partenaires scientifiques (les faire émerger là où ils n'existent pas, les conforter là où ils risquent de disparaître, les relier fortement aux différents pôles internationaux là où ils risquent un repli sur eux-mêmes) ;

- transmettre à des non-scientifiques le sens de la démarche de recherche dans l'exercice de leurs responsabilités ou de leurs engagements ;

- confronter notre regard sur l'autre (propos de l'anthropologue) avec le regard autre sur notre propre développement (donner accès à des terrains français à des chercheurs des PED), mieux relier recherches conduites dans les PED et en Europe, sachant que leur spécificité n'est pas aussi grande qu'on veut bien le dire ; développer les recherches comparatives tri-continentales.

Inutile d'insister sur la part d'utopie dans ces trois propositions. On se heurte ici aux héritages (quand va-t-on cesser de s'enrhumer à Abidjan quand Paris éternue ?), aux dominations scientifiques, aux verrouillages disciplinaires ou aux critères de scientificité, et à la sauvegarde de chasses gardées dans l'expertise ou la recherche.

En définitive, dans leurs rapports au développement, les sciences sociales ont compris qu'elles ne peuvent être crédibles qu'en s'affirmant comme "sciences" au plan des méthodes, soucieuses de la durée pour valider leurs hypothèses et porteuses de "demandes sociales" occultées.

Elles ne veulent ni cautionner, ni manipuler, ni réparer les erreurs commises. Elles ne peuvent se substituer aux acteurs pour la formulation des objectifs et le choix des moyens du développement même si elles sont en mesure de circonscrire précisément l'univers des contraintes, des goulots d'étranglement et l'éventail des options. La qualité de leurs travaux dépend aussi de leur "distance" à l'objet, même si l'implication est parfois inévitable. Dans nombre de cas, elles peuvent apporter des éléments de la prévision, une pédagogie dans la démarche d'action et des garde-fous dans la conduite ou la formulation de projet. C'est peu et sans doute aussi beaucoup pour éviter des catastrophes.

A son tour le monde du développement a quelques raisons de mettre en cause le nombrilisme de certains scientifiques, leur confort professionnel, leur souci de notoriété plus que leur volonté d'apporter leur pierre à la solution de problèmes qu'ils côtoient dans l'exercice de leur profession. Effets de désillusion ou volonté délibérée ?

BIBLIOGRAPHIE - LECTURES COMPLEMENTAIRES

1. *L'énoncé des tendances de la coopération scientifique.*

2. *Les discours et les pratiques scientifiques.*

2.a. *Actuel Développement* n° 67 et 68

Dreyfus (F.), *Recherche-développement : le terrain, nouveau laboratoire*, n° 67, p. 21

Lacoste (Y.), *Développement : la course d'obstacles (dossier Burkina Faso)*, n° 67, p. 38-41

Dozon (J.P.), Pontie (G.), *Idées : le paysan, l'expert et le sociologue*, n° 68, p. 25-27

Floury (B.), *Stratégie : supprimez la mouche*, n° 68, p. 33-34

Philippon (B.), *Programme onchercose : réponse à Y. Lacoste*, n° 68, p. 35

Richard (J.), *Efficacité : petits projets, grandes ambitions*, n° 68, p. 48-51

(et réponses dans le n° 69 : "Les associations plaident non - coupables", "Ne lapidez pas les petits projets", p. 21-23).

2.b. AMIRA (Groupe de recherche pour l'amélioration des méthodes d'investigation, en milieux informels et ruraux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine), 1983

Etat des travaux sur les indicateurs detransition, (2ème édition, Paris, AFIRD (Association Française des Instituts de Recherche pour le Développement), 322 p.

2.c. Bourdieu (P.), 1984, *Homo Academicus*, Paris, Ed. de Minuit, 302 p.

2.d. Chatelin (Y.), Arvamitis (R.) et al., 1985, *Pratiques et politiques scientifiques. Actes du Forum des 6-7 février 1984* Paris, ORSTOM, 192 p.

2.e. Gast (M.) et Panoff (N.) et al., 1986, *L'accès au terrain en pays étranger et Outre-Mer* Paris, CNRS, (Table ronde SHS du 7-8 février 1985), à paraître

2.f. Gentil (D.), Dufumier (M.) Macrae (J.), 1984, *Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural : orientations méthodologiques*, Paris, AMIRA, n° 44, 174 p.